

Le mouvement indépendantiste, contre l'Europe

De son "exil" à Bruxelles, M. Puigdemont, ancien président de la Generalitat (l'exécutif catalan, NdlR), a critiqué les institutions européennes et leurs dirigeants, demandant rhétoriquement: "*Quel genre d'Europe est-ce, qui ne supporte pas la sécession de la Catalogne?*" En effet, la déclaration unilatérale d'indépendance n'a été reconnue par aucun Etat de l'Union et la rupture unilatérale de l'ordre constitutionnel d'un Etat membre a reçu le rejet explicite des présidents des institutions européennes, du Conseil, de la Commission et du Parlement. On constate ainsi qu'une Catalogne indépendante, non seulement serait en dehors de l'U.E., mais ne pourrait même pas soumettre une demande d'adhésion,

étant donné qu'elle ne correspondrait à aucun des cas envisagés en droit international public pour la reconnaissance en tant que nouvel Etat.

ISS
ON

Puigdemont, confronté à la réalité

La déception de Puigdemont est compréhensible, parce qu'il avait assuré à l'ensemble des Catalans que la communauté internationale allait recevoir la nouvelle République catalane à bras grands ouverts, puisque le droit à l'autodétermination est pleinement reconnu dans toute l'Europe démocratique, exception faite du régime autoritaire de l'Espagne néofranquiste. Maintenant, il est confronté à la réalité et prouve qu'il n'a pas plus

de soutien que le parti nationaliste flamand, qui est très loin à droite dans le spectre politique européen.

Mais il ne devrait pas s'étonner, car il avait été prévenu de toutes les manières possibles. Il n'avait qu'à lire les déclarations de la Commission européenne et le Comité des régions pour se convaincre de cette réalité, au lieu de répéter, ensemble avec les Junqueras et Romevas, que les Catalans ne devaient pas s'inquiéter parce que, d'une façon ou d'une autre, la Catalogne indépendante continuerait à rester dans l'Union européenne.

Surmonter les antagonismes

Cela a été l'un des grands mensonges par lesquels la route vers une Arcadie heureuse a été présentée, soutenue par la communauté

Opinion

**Josep Borrell Fontelles
et Domenec Ruiz Devesa**

Respectivement ancien président
du Parlement européen
et membre du Bureau de l'Union
des fédéralistes européens.

■ **Ceux qui prétendent que la sécession de la Catalogne a une inspiration et une aspiration européennes se trompent. Une hypothétique nouvelle République catalane n'a aucune perspective européenne. C'est clair.**

internationale au nom d'un droit inconditionnel à l'autodétermination des peuples. Et tous les gouvernements européens ont compris que la violation répétée de la Constitution, le Statut d'autonomie de la Catalogne et de la réglementation de son propre Parlement ont rendu inévitable l'application de l'article 155 de la Constitution espagnole, même si cela ne plaisait à quiconque. Une disposition en effet copiée presque mot pour mot de l'article 37 de la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne.

En outre, le mouvement indépendantiste s'est ouvertement positionné contre le libellé même du traité de Maastricht avec, au moins, le viol du respect de l'Etat de droit (article 2) et la menace à l'intégrité territoriale des Etats membres (article 4.2). Qu'une hypothétique nouvelle République catalane n'aurait aucune perspective européenne est une vérité au même titre que la certification par la Commission européenne et les groupes majoritaires du Parlement européen, lors du débat à sa séance plénière du 4 octobre dernier, de l'existence de l'attaque contre la Constitution espagnole.

Contraire à l'esprit

Mais la question n'est pas seulement de type juridico-légal ou de l'interprétation des traités, ni des intérêts stratégiques des grands Etats européens. Elle est beaucoup plus profonde, car elle a à voir avec les valeurs sur lesquelles le projet

européen est basé, dont l'objectif fondamental est de surmonter les antagonismes identitaires, en construisant des identités complexes et multiples, dans lesquelles s'insèrent des composants différents. Par conséquent, ceux qui prétendent que la sécession de la Catalogne, tout en étant inconstitutionnelle sur le fond et sur la forme, et en excluant plus de la moitié de la population de la Catalogne, a une inspiration et une aspiration européennes, se trompent.

Bien au contraire, le projet sécessionniste du nationalisme catalan est profondément anti-européen dans sa conception, car il est contraire à l'esprit du projet d'intégration européenne, qui est né après la dernière grande débâcle, pour mettre fin aux guerres en Europe et qui consiste précisément à la construction d'un espace politique supranational dans lequel les Etats-nations partagent la souveraineté dans une approche fédérale, et agissent conformément au principe de solidarité à travers les politiques de cohésion.

Comme Joseph Weiler, politologue de renom et expert en droit communautaire l'expliquait, les raisons invoquées pour justifier la demande d'indépendance sont diamétralement opposées à "l'ethos" historique de l'intégration européenne et la vision de ses pères fondateurs, Schumann, Adenauer, Gasperi et Monnet, basée sur le dépassement des identités antagonistes, des frontières, des différences et des griefs, au lieu du regard en arrière

sur l'histoire.

Ils n'en sont peut-être pas conscients, mais les propositions d'indépendance que Junqueras et Puigdemont présentent comme la vocation européenne de la Catalogne sont en réalité contraires à l'esprit, aux valeurs et au droit de l'Union européenne. Celle-ci est basée sur la volonté de construire une "union" toujours plus étroite entre ses peuples et représente donc l'intégration face à la fragmentation. Mais nous devons reconnaître que la résurgence de l'égoïsme national ancien et nouveau rend difficile la réalisation de ces objectifs et que le problème ne concerne pas seulement la Catalogne mais touche de plus en plus de pays européens, car les sociétés subissent des transformations qui affaiblissent la solidarité si celle-ci n'est pas basée sur l'identification nationaliste.

Une question européenne

Par conséquent, le défi de l'indépendance catalane n'est pas seulement un problème interne espagnol. C'est une question européenne dans son essence politique. Et de comment cela est résolu dépend l'avenir du projet européen lui-même. Si l'on permettait qu'un ordre constitutionnel démocratique soit renversé au-delà de ses normes et que les frontières établies dans le passé au prix de tant de sang versé soient altérées, dans peu de temps nous verrions la fin de la construction européenne, basée sur l'unité, la solidarité et le respect de la loi.